

La droite veut criminaliser le mouvement social, mais... **LA VIOLENCE C'EST EUX !**

Ces derniers jours, on a vu la droite, Nicolas Sarkozy en tête, orchestrer une campagne de criminalisation des mouvements sociaux. Cette campagne prend pour cible toute voix divergente du discours officiel de l'UMP. Elle vise, avec l'aide des médias proches du pouvoir comme Le Figaro, à taire les vrais problèmes auxquels se voient soumis de plus en plus de Français, du faite de la crise du système capitaliste.

Amalgame

« Je ne laisserai pas faire » a dit Nicolas Sarkozy, à propos des séquestrations que se voient souvent forcés d'utiliser les travailleurs, otages de plans sociaux de licenciements. Dans le même temps, il laisse faire ses amis du CAC 40 et du MEDEF, qui continuent de s'enrichir aux dépens de l'Etat et des salariés.

Sarkozy a oublié les mots qu'il avait adressé aux marins pêcheurs bretons, le 3 avril 2007, lors de la campagne électorale : « Ici, quand on recourt à la violence, ce n'est pas pour se distraire, ce n'est jamais pour nuire à autrui, c'est parce qu'on est désespéré. C'est parce qu'on n'a plus de recours et qu'on se sent condamné à la mort économique et à la mort sociale ».

Le Président tente aussi de faire un amalgame entre les salariés qui peinent à survivre quotidiennement et qui voient leurs emplois menacés, et les casseurs violents de Strasbourg, qui n'ont rien à voir avec les dizaines de milliers de manifestants pacifistes qui se sont rassemblés pour demander un monde plus juste et solidaire à l'occasion du sommet de l'OTAN le week-end dernier.

Stratégie planifiée

L'attitude des forces de l'ordre lors de ce sommet, où ils ont laissé faire pendant des heures des provocateurs avant d'intervenir, montre que cette stratégie était planifiée. L'objectif ? Montrer les chefs du monde capitaliste célébrer la paix et la naissance du nouveau monde, et de l'autre, criminaliser les mouvements sociaux. Cela a permis au pouvoir d'éviter le débat sur les graves conséquences de la réintégration française dans le commandement militaire intégré de l'OTAN.

A la suite de ces événements, Marie-George Buffet a déposé à l'Assemblée nationale une proposition qui demande la mise en place d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur cette affaire. Quel a été le rôle exact des forces de « l'ordre » ? Pourquoi cette complaisance avec les casseurs ? Quelle a été l'attitude de la préfecture du Bas-Rhin, qui devait pourtant garantir le maintien de l'ordre public et la protection des manifestants pacifistes et des habitants de Strasbourg ? Pourquoi un tel dispositif avec l'armée, des hélicoptères, plusieurs jours de blocage d'une ville qui a pourtant l'habitude d'accueillir des chefs d'Etat ?



Le Président des patrons

Nicolas Sarkozy et le reste de la droite majoritaire s'efforce en même temps de redonner une légitimité aux patrons, saluant « l'immense majorité des chefs d'entreprise qui souffrent de la crise et se comportent formidablement bien ».

Néanmoins, la plupart des français sont conscients des injustices produites par la crise. Selon un sondage Ifop, 30% de la population soutiennent les séquestrations de patrons comme mesure de pression des salariés et 63% les comprennent. Ils voient dans ce type d'actions une réponse à la surdité du gouvernement et des pouvoirs publics, aux conditions précaires de travail et à la constante violence institutionnelle : licenciements injustifiés, nouvelle réduction de l'impôt sur la fortune (ISF), stress, bouclier fiscal, gel des salaires... A cela il faut ajouter que ce seront les ménages qui continueront à payer le coût de la crise pendant des années : inflation, hausse des taux et, immanquablement, des relèvements massifs d'impôts.

Dans les rues et dans les urnes

Face à cette situation insoutenable, il est normal que le peuple exprime sa colère. Le 1^{er} mai est une très bonne occasion pour montrer de façon unitaire celle-ci dans la rue. Elle doit avoir aussi une continuité au niveau politique. Le 7 juin prochain, le Parti communiste français, avec le Front de Gauche, propose une vraie alternative politique, une alternative politique qui depuis des mois rassemblent ceux et celles qui souhaitent en finir avec un système qui ne cesse d'attaquer avec violence les plus démunis; celles et ceux qui veulent construire un société plus juste et solidaire.



Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : ecole@pcf.fr - W : www.pcf.fr